

À Mayotte, personne ne sait « comment s'en sortir »

MEDIAPART, 26 MARS 2015, PAR OLIVIA MULLER

Dans le dernier-né des départements français, en marge des meetings électoraux, la population, ravagée par la pauvreté et la difficulté d'accéder aux mêmes droits qu'en métropole, commence à questionner les dysfonctionnements de la République.

« Ici, le président du conseil général est une figure, un personnage bien plus connu que le chef de l'État », annonce Samuel, instituteur à Passamainty, village au centre-est de Mayotte. Réunions politiques quotidiennes, banquets, places enguirlandées... Du nord au sud de l'île, la semaine précédant les élections départementales, Mayotte était en fête. À la veille du premier tour, sur la petite place de Kawéni, un peu au nord de Passamainty, les femmes, nombreuses, attendent de pied ferme l'ultime meeting des candidats. En salouva, le vêtement traditionnel, elles patientent au rythme du maoulida chengé, un chant religieux craché par des enceintes orientées vers les ruelles alentour. Une marée d'enfants et quelques hommes viennent se joindre à elles. Enthousiastes, la plupart des habitants rencontrés déclarent aller voter « essentiellement pour l'emploi... », tandis que les plus jeunes disent vouloir manifester leur espoir : « Les choses doivent changer à Mayotte. Trop de corruption, trop de mensonges. » Si bien qu'au premier tour, le taux de participation s'est élevé à 62 %.

Dimanche, dès 18 heures, une foule en liesse s'est réunie dans les rues de Cavani, toujours à l'est de l'île, pour acclamer ses favoris. En tête des treize cantons mahorais : les candidats divers gauche (25,01 %) qui ont devancé de peu l'UMP (24,82 %) et les divers droite (22,09 %). Huit duels et cinq triangulaires se retrouveront au second tour (Listes sans étiquette, UMP, PS, MDM). À Mayotte cependant, « les partis importent peu », soulignent plusieurs habitants. Dans chaque village, les familles reconnaissent voter pour le binôme qui saura le mieux témoigner de sa solidarité clanique. Deux surprises dans la soirée : le succès à Pamandzi du jeune président sortant, Daniel Zaïdani (Mouvement départementaliste mahorais), et la défaite de l'unique binôme FN (4 %). Dans l'entre-deux tours, unions, fusions et soutiens se combinent. « À Mayotte, un parti ne se suffit pas à lui seul », indique la conseillère générale Sarah Mouhoussoune.

En dépit du droit international et des recommandations de l'ONU qui condamnent la présence française à Mayotte depuis 1976, l'ex-territoire d'outre-mer est devenu le 101^e département français en 2011. Un référendum avait alors plébiscité la transformation statutaire à plus de 95 %. Quatre ans plus tard, un certain malaise est palpable : « Tout le monde était prêt à mourir pour la départementalisation, puis nous nous sommes perdus. Nous sommes en train de courir derrière des dispositifs », avoue Mohamed Moindjié, directeur du CNAM local (Conservatoire national des arts et métiers) et adjoint au maire de Mamoudzou, le chef-lieu de l'île. « Il y avait une volonté politique commune d'instaurer la départementalisation, mais rien n'avait été aménagé au préalable. En 2009, nous avons accepté le calendrier fixé par Nicolas Sarkozy, sans être capable de défendre une contre-proposition. Nous le voulions tellement ce statut... Nous souffrons en silence, et nous ne pouvons nous en prendre qu'à nous-mêmes. »

Un constat partagé par Saïd Omar Oili, maire de Dzaoudzi (ville perchée sur un piton rocheux, à l'est du département sur l'île de Petite-Terre) et président du conseil général de 2004 à 2008. En 2008, il avait déjà demandé au gouvernement français d'infléchir sa feuille de route. En vain. Aujourd'hui encore, il répète : « *Si nous ne sommes pas capables de dire que nous devons ralentir, nous fonçons droit dans le mur... en klaxonnant et avec un grand sourire. Sincèrement, je ne sais pas comment nous allons nous en sortir.* » Entre hausse des prix, politique d'importation massive, régulation foncière, respect des normes d'hygiène européennes, transposition de la fiscalité de droit commun, scissions culturelles, creusement des inégalités... à Mayotte, on avoue être dépassé. « *Il y a tout à faire ici, il n'y a que des priorités* », résume Samuel.

Sur l'île, un habitant sur deux est âgé de moins de 17 ans, un défi considérable pour le nouveau département.

À quelques kilomètres de Mamoudzou, des milliers d'adolescents et d'enfants survivent dans les plus grands bidonvilles de France. Sans eau courante, sans électricité, ils sont bloqués là quand leurs parents en situation irrégulière ont été renvoyés, le plus souvent sur l'île d'Anjouan à 70 kilomètres au nord-ouest de Mayotte.

Bloqués, les jeunes Mahorais le sont d'autant plus que les transports publics sont inexistantes. Lorsque les plus âgés ont la chance d'obtenir une formation ou un stage, ils sont parfois contraints d'y renoncer ne pouvant payer le tarif exigé par les « taxi-men » de 1,40 euro. Partout dans l'île, des enfants et des jeunes attendent sous un soleil de plomb que le temps passe. « *Ici, la question du futur ne se pose pas pour nous* », explique Scott, 23 ans, qui a enfin obtenu une inscription en CAP après plusieurs années « *d'enfer* ». « *Tu survivs, au jour le jour, et c'est déjà bien.* » Adams, 20 ans, sans formation ni emploi, est dévasté par un ennui profond. Il confie : « *Forcément, on se met à penser à de mauvaises choses. Ici, le temps nous tue, mais personne ne nous voit.* »

À Mayotte, les jeunes manquent de tout : formations, associations, stades, maison des jeunes et de la culture... Il y a bien le droit à l'éducation, mais les collèges et lycées censés accueillir quelques centaines d'élèves en recueillent plus de 1 600. Les classes sont surchargées, et le taux d'illettrisme stagne à 58 % des personnes en âge de travailler (Insee, 2012). Un droit d'autant plus virtuel que la malnutrition continue à ravager la population. « *Les enfants ont faim, c'est compliqué pour eux de rester concentrés plus de deux heures* », explique Samuel. Paul, pédiatre depuis plus de dix ans au Centre hospitalier de Mayotte, n'hésite plus à dénoncer : « *Malnutrition, tuberculose, lèpre, déshydratation, maladies pulmonaires... Nous sommes confrontés à un ensemble de maladies de pauvreté. En clair, sur le territoire français, des gamins meurent de misère.* » Khaled, enseignant comorien, installé à Mayotte depuis des années, ajoute : « *On nous explique que nous sommes en France, mais c'est le tiers-monde ici, un tiers-monde maquillé comme une voiture volée.* »

Début de l'article reproduit avec l'accord de Mediapart. Suite de l'article sur Mediapart :

<http://www.mediapart.fr/journal/france/260315/mayotte-personne-ne-sait-comment-sen-sortir?onglet=full>